

Communiqué de presse

Paris, 23 février 2017

Données en cours d'audit

RESULTATS ANNUELS 2016¹

CHIFFRE D'AFFAIRES QUASI-STABLE² ET RESULTATS SUPERIEURS AUX OBJECTIFS

- CHIFFRE D'AFFAIRES -0,4%² A 24 390 M€ AMELIORATION EN FIN D'ANNEE (+1,9%² AU QUATRIEME TRIMESTRE).
- EBITDA EN HAUSSE DE 4,3%² A 3 056 M€
- EBIT COURANT EN CROISSANCE DE 8,5%² A 1 384 M€
- RESULTAT NET COURANT PART DU GROUPE DE 610 M€, EN FORTE HAUSSE DE 10,8%², ET DE 19,3%² HORS PLUS VALUES FINANCIERES.
- FREE CASH FLOW NET DE 970 M€ GRACE A UNE FORTE REDUCTION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT
- BAISSSE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET DE 359 M€, A 7 811 M€, SOIT UN LEVERAGE RATIO INFERIEUR A 2,6.
- ROCE APRES IMPOTS A 7,2%, EN AMELIORATION CONTINUE DEPUIS 4 ANS.
- PROPOSITION D'AUGMENTATION DU DIVIDENDE 2016, A 0,80€ PAR ACTION, PAYE EN NUMERAIRE.

PERSPECTIVES MOYEN TERME³

- **2017** : année de transition, avec un redémarrage de la croissance du chiffre d'affaires, une stabilité ou une croissance modérée de l'EBITDA et un effort accru de réductions de coûts, portées à plus de 250 M€
- **2018** : poursuite de la croissance du chiffre d'affaires et reprise d'une croissance plus soutenue de l'EBITDA avec un objectif de réduction de coûts supérieures à 300 M€
- **2019** : poursuite de la croissance du chiffre d'affaires et plein effet des économies. EBITDA compris entre 3,3 Mds€ et 3,5 Mds€⁴ (hors effet IFRIC 12)

Antoine Frérot, Président directeur général du Groupe a commenté : «2016 est une nouvelle année de forte croissance des résultats de Veolia. Nos marges ont notamment continué de progresser et nous avons

¹ Hors retraitement redevances fixes IFRIC 12

² A change constant

En données courantes : le chiffre d'affaires est en retrait de 2,3%, et stable (+0,1%) au 4^{ème} trimestre. L'EBITDA est en hausse de 2,0%, l'EBIT Courant en hausse de 5,2% et le résultat net courant part du groupe en croissance de 5,1% et de +13,2% hors plus-values financières.

³ A change constant

⁴ Soit 3,4 Mds€ à 3,6Mds€ (hors IFRIC 12) avant prise en compte de l'effet de change défavorable constaté en 2016

atteint un niveau de free cash-flow net proche d'1 Md€. Le chiffre d'affaires a également enregistré une sensible amélioration au quatrième trimestre, avec une croissance de 1,9% hors effet de change. Ces bons résultats ont été obtenus grâce à des efforts importants de chacun des collaborateurs de notre Groupe et je tiens à les en remercier. Fin 2015, nous avons présenté notre plan de développement à 3 ans. Il repose sur une croissance maîtrisée et rentable et s'accompagne d'une poursuite de nos efforts de réduction de coûts. Notre ambition demeure intacte. Le dernier trimestre montre que Veolia a acquis une capacité à générer de la croissance et je souhaite encore accélérer en y consacrant des moyens supplémentaires. Par ailleurs, l'environnement de nos métiers s'est durci au cours des derniers mois. Afin de financer ce renfort du dispositif commercial et de faire face à ce nouveau contexte, nous intensifions notre programme de réduction de coûts pour le porter à 800 M€ sur la période 2016-2018 contre 600 M€ attendus jusqu'à présent. Ces efforts supplémentaires nous permettront de continuer à inscrire Veolia sur une trajectoire de croissance rentable. »

▪ **Chiffre d'affaires de 24 390 M€ contre 24 965 M€ en 2015, en retrait de 2,3% en courant.**

Le chiffre d'affaires est quasi-stable à change constant (-0,4%) et en hausse de 2,0% hors variation du prix des énergies (-128 M€) et hors effet de la réduction des activités travaux (-484 M€). L'effet change s'est établi à -473 M€ dont -276 M€ dus à la baisse de la livre sterling, -91M€ pour le peso argentin, -29M€ pour le Renminbi chinois et -39M€ pour le zloty polonais.

- Le quatrième trimestre a enregistré un retour de la croissance, à +1,9% à change constant (après -2,1% au T1, +0,1% au T2 et -1,7% au T3) et une sensible accélération également hors Travaux et prix des énergies, à +3,4% à change constant (après +1,2% au T1, +1,9% au T2 et +1,6% au T3).
- En France le chiffre d'affaires est en retrait de 1,0%. Le chiffre d'affaires est stable dans l'Eau, avec une très faible indexation tarifaire (+0,2%). Le gain du contrat de Lille a compensé la baisse des volumes de 1,5%. Le chiffre d'affaires de la Propreté est en baisse de 2,4%. La croissance des activités d'incinération et de stockage a partiellement compensé le recul des volumes de collecte municipale (-10,3%) et le retrait de l'activité ferrailles, par ailleurs cédée fin novembre 2016.
- A change constant, l'Europe hors France affiche une stabilité de son activité (+0,1%), mais est en croissance de +1,5% au T4. L'Europe Centrale est stable grâce à un effet climat positif, au démarrage de cogénérations biomasse en Hongrie et à des volumes d'eau en hausse de 1,3% qui compensent l'effet de la baisse du prix des énergies. L'Allemagne progresse de 2,2%, avec une baisse de 3,5% dans l'Energie mais une activité Propreté en hausse de 6,1% grâce à de bons volumes. Le Royaume-Uni est en retrait de 1,4% à change constant, mais en hausse de 2,1% hors effet travaux (achèvement du PFI de Leeds).
- Le Reste du monde est en croissance de 3,7% à change constant et +9,1% au T4. A change constant, l'Amérique du Nord est stable (+0,6%), l'intégration de l'activité régénération d'acide sulfurique de Chemours ayant compensé le recul des services industriels et les effets négatifs du climat et du prix des énergies. L'Amérique Latine est en forte progression (+12,9%), de même que l'Asie (+6,3%), tirée par la Chine (+14,8%) et l'Afrique et le Moyen-Orient (+6,8%). L'Australie est en retrait de 3,1% sous l'effet de la baisse des services industriels.
- Les activités mondiales ont enregistré une décroissance de 4,1% à change constant, avec une progression des déchets toxiques (+2,4%) et la poursuite annoncée de la baisse des activités d'ingénierie (VWT) et de génie civil (SADE).

Par métier, et à change constant, l'Eau ressort en retrait de 1,5%, à 11 138 M€ sous l'effet de la baisse des travaux, la Propreté enregistre une progression de 0,5%, à 8 401 M€, avec des volumes en hausse de 0,6% et des prix en progression de 0,8% et l'Energie est en hausse de 0,4%, à 4 851 M€, y compris l'effet de la baisse du prix des énergies, avec un effet climat légèrement favorable (35 M€) et de bons volumes

en Chine. Hors impact de la baisse du prix des énergies et de la baisse de l'activité Travaux, les variations ressortent respectivement et à change constant à +1,8%, +1,6% et +3,2%.

Le renforcement du poids des industriels s'est poursuivi et représente à fin 2016 45% du total contre 44 % fin 2015.

▪ **EBITDA en hausse de 2,0% en données courantes, à 3 056 M€ et de 4,3% à change constant**

- L'effet change a pénalisé la croissance de l'EBITDA à hauteur de -71 M€
- L'EBITDA a bénéficié de la poursuite des efforts de réduction de coûts pour 245 M€ en 2016, niveau supérieur à l'objectif initial de 200 M€, qui ont permis d'absorber un effet prix net de l'inflation des coûts de -76M€, un effet négatif de -31 M€ au titre des renégociations dans l'Eau en France et divers éléments non récurrents pour -46M€
- *Par segment* : l'EBITDA de la France s'est établi à 751 M€, en baisse de 8,1%. Il est en repli dans l'Eau sous les effets combinés de la baisse des volumes d'eau, l'indexation tarifaire très faible et l'impact des renégociations contractuelles et dans la Propreté du fait d'une base de comparaison 2015 défavorable et de la baisse du prix des ferrailles. A change constant, l'EBITDA de l'Europe hors France est en forte croissance, à 1 160 M€ (+9,1%), grâce à une amélioration dans chacune des géographies. Le Reste du monde est en très forte croissance (+10% à change constant) grâce aux très bonnes performances en Asie, en Amérique Latine et à la consolidation de l'activité régénération d'acide sulfurique aux Etats-Unis. L'EBITDA des activités mondiales est également en forte hausse à change constant (+17,5%) grâce au redressement des résultats de l'ingénierie et à la bonne croissance des déchets toxiques.

▪ **EBIT Courant de 1 384 M€ contre 1 315 M€ en 2015 en croissance de 5,2% en courant et de 8,5% à change constant.**

L'effet change a pénalisé la croissance de l'EBIT Courant à hauteur de -44 M€

- L'EBIT Courant a principalement bénéficié de la bonne progression de l'EBITDA
- La contribution du résultat des JV et des entreprises associées a atteint 94 M€ contre 99 M€ en 2015.

▪ **Forte croissance du Résultat Net courant part du groupe, à 610 M€ contre 580 M€ en 2015, soit une croissance de 5,1% en courant et +10,8% à change constant.**

Corrigé des plus-values de cessions nettes, le résultat net courant part du groupe à change constant est en hausse de 19,3%.

- Le coût de l'endettement financier net est en baisse de 22 M€, à -424 M€
- Le taux d'impôt courant ressort à 25,7%
- La part des minoritaires (courante) est stable à -109 M€

▪ **Le résultat net part du Groupe s'établit à 382M€ contre 450 M€ en 2015.** Il inclut des charges de restructuration pour -163M€, des provisions et dépréciations d'actifs non courants, ainsi que la contribution de Transdev, en hausse, en lien avec la cession de 20% de la participation du Groupe.

- **Free cash-flow net record, à 970 M€ et nouvelle forte baisse de l'Endettement Financier Net à 7 811 M€ au 31 décembre 2016, contre 8 170 M€ au 31 décembre 2015**
 - Veolia a dégagé en 2016 un free cash-flow net de 970 M€, après 856 M€ en 2015, grâce à la hausse de l'EBITDA, la maîtrise des investissements industriels, à 1 485 M€, stables par rapport à 2015 et une nouvelle forte baisse de 270M€ du besoin en fonds de roulement opérationnel.
 - L'Endettement financier net s'établit ainsi à 7 811 M€ au 31 décembre 2016, en baisse de 359 M€. Il a bénéficié d'un effet de change favorable à hauteur de 279 M€ et intègre 156 M€ d'acquisitions nettes de cessions.
 - Le leverage ratio baisse une nouvelle fois pour atteindre 2,56x contre 2,73x en 2015.

Dividende de 0,80€ par action, payé à 100 % en numéraire au titre de l'exercice 2016 contre 0,73€ par action en 2015.

- Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 20 avril 2017 le versement d'un dividende de 0,80€ par action au titre de l'exercice 2016, payable en numéraire. La date de négociation ex-dividende est fixée au 24 avril 2017. Les dividendes 2016 seront versés à partir du 26 avril 2017.

- **Perspectives***
 - **2017** : année de transition
 - Redémarrage de la croissance du chiffre d'affaires
 - Stabilité ou croissance modérée de l'EBITDA
 - Effort accru de réductions de coûts portées à plus de 250 M€
 - **2018**
 - Poursuite de la croissance du chiffre d'affaires
 - Reprise d'une croissance plus soutenue de l'EBITDA
 - Objectif de réduction de coûts supérieures à 300 M€
 - **2019**
 - Poursuite de la croissance du chiffre d'affaires et plein effet des économies
 - EBITDA compris entre 3,3 Mds€ et 3,5 Mds€ (hors IFRIC 12) **

* à change constant

** Soit 3,4 Mds€ à 3,6Mds€ (hors IFRIC 12) avant prise en compte de l'effet de change défavorable constaté en 2016

Les définitions de tous les indicateurs mentionnés figurent à la fin de ce communiqué.

Le groupe **Veolia** est la référence mondiale de la gestion optimisée des ressources. Présent sur les cinq continents avec plus de 174 000 salariés, le Groupe conçoit et déploie des solutions pour la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie, qui participent au développement durable des villes et des industries. Au travers de ses trois activités complémentaires, Veolia contribue à développer l'accès aux ressources, à préserver les ressources disponibles et à les renouveler.

En 2015, le groupe Veolia a servi 100 millions d'habitants en eau potable et 63 millions en assainissement, produit 63 millions de mégawatheures et valorisé 42,9 millions de tonnes de déchets. Veolia Environnement (Paris Euronext : VIE) a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires consolidé de 25 milliards d'euros. www.veolia.com

Avertissement important

Veolia Environnement est une société cotée à Euronext Paris et le présent communiqué de presse contient des « déclarations prospectives » (*forward-looking statements*) au sens des dispositions du U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont hors de notre contrôle, et notamment : les risques liés au développement des activités de Veolia Environnement dans des secteurs très concurrentiels qui nécessitent d'importantes ressources humaines et financières, le risque que des changements dans le prix de l'énergie et le niveau des taxes puissent réduire les bénéfices de Veolia Environnement, le risque que les autorités publiques puissent résilier ou modifier certains des contrats conclus avec Veolia Environnement, le risque que les acquisitions ne produisent pas les bénéfices que Veolia Environnement espère réaliser, les risques liés aux termes et conditions figurant habituellement dans les accords de cession, le risque que le respect des lois environnementales puisse devenir encore plus coûteux à l'avenir, le risque que des fluctuations des taux de change aient une influence négative sur la situation financière de Veolia Environnement telle que reflétée dans ses états financiers avec pour résultat une baisse du cours des actions de Veolia Environnement, le risque que Veolia Environnement puisse voir sa responsabilité environnementale engagée en raison de ses activités passée, présentes et futures, de même que les autres risques décrits dans les documents déposés par Veolia Environnement auprès de l'Autorités des Marchés Financiers. Veolia Environnement n'a pas l'obligation ni ne prend l'engagement de mettre à jour ou réviser les déclarations prospectives. Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières peuvent obtenir gratuitement auprès de Veolia Environnement (www.veolia.com) copie des documents déposés par Veolia Environnement auprès de l'Autorités des Marchés Financiers.

Ce communiqué de presse contient des indicateurs non strictement comptables (« non GAAP »). Ces indicateurs non GAAP pourraient être définis différemment des indicateurs similaires publiés par d'autres groupes, et ne doivent pas se substituer aux indicateurs préparés en conformité avec les normes IFRS.

Contacts

Relations Presse Groupe

Laurent Obadia

Sandrine Guendoul

Tél : + 33 (0)1 85 57 42 16

sandrine.guendoul@veolia.com

Relations Investisseurs & Analystes

Ronald Wasylec - Ariane de Lamaze

Tél. : + 33 (0)1 85 57 84 76 / 84 80

Terri Anne Powers (États-Unis)

Tél. : + 1 630 218 1627

INFORMATIONS FINANCIERES AU 31 DECEMBRE 2016

A] PREAMBULE : ÉVOLUTION DES NORMES SUR LES CONCESSIONS

Dans le cadre des contrats de concession conclus avec les collectivités locales, les infrastructures sont comptabilisées, selon le cas, en actif incorporel, en créance financière ou une combinaison des deux. Veolia peut avoir une *obligation de paiement* vis-à-vis du concédant pour utiliser ces actifs.

L'IFRIC a statué sur ces paiements en juillet 2016 et a conclu que dans le cas de paiements fixes du concessionnaire, un actif et une dette devaient être enregistrés (modèle incorporel).

Veolia a ainsi procédé au recensement des contrats et appliqué les nouvelles dispositions IFRIC 12 rétroactivement au 1^{er} janvier 2015. Les contrats concernés les plus significatifs sont ceux de nos concessions d'eau en République Tchèque et Slovaquie.

RÉCONCILIATION DES DONNÉES 2015 ET 2016 HORS ET Y COMPRIS IMPACTS DE L'APPLICATION DE L'INTERPRETATION IFRIC 12

(en millions d'euros)	31 décembre 2016 hors IFRIC 12	Impacts IFRIC 12	31 décembre 2016 y compris IFRIC 12
Chiffre d'affaires	24 390,2	-	24 390,2
EBITDA	3 056,0	202,4	3 258,4
EBIT Courant	1 383,9	92,6	1 476,5
Résultat financier courant	-453,6	-90,3	-543,9
Résultat net – part du Groupe	382,2	0,9	383,1
Résultat net courant – part du Groupe	609,8	0,9	610,7
Investissements industriels	1 485	112	1 597
Free cash-flow net	970	-	970
Endettement financier net	7 811	-	7 811
ROCE après impôts	7,2%		7,4%

(en millions d'euros)	31 décembre 2015 hors IFRIC 12	Impacts IFRIC 12	31 décembre 2015 y compris IFRIC 12
Chiffre d'affaires	24 964,8	-	24 964,8
EBITDA	2 997,2	185,4	3 182,6
EBIT Courant	1 315,2	78,1	1 393,3
Résultat financier courant	-418,0	-94,1	-512,1
Résultat net – part du Groupe	450,2	-12,5	437,7
Résultat net courant – part du Groupe	580,1	-12,5	567,6
Investissements industriels	1 484	91	1 576
Free cash-flow net	856	-	856
Endettement financier net	8 170	-	8 170
ROCE après impôts	6,8%		7,0%

Le Chiffre d'affaires, le Free cash-flow net et l'Endettement financier net ne sont pas impactés par l'application de l'interprétation IFRIC 12.

B] CHIFFRES CLES HORS IFRIC 12

Les données au 31 décembre 2016, commentées ci-après n'incluent pas l'impact des retraitements liés à l'application de cette interprétation.

Ceux-ci sont toutefois présentés dans les tableaux présentés précédemment.

(en millions d'euros)	31 décembre 2015 hors IFRIC 12	31 décembre 2016 hors IFRIC 12	Variation en courant	Variation à change constant
Chiffre d'affaires	24 964,8	24 390,2	-2,3%	-0,4%
EBITDA	2 997,2	3 056,0	+2,0%	+4,3%
Marge d'EBITDA	12,0%	12,5%		
EBIT Courant ⁽¹⁾	1 315,2	1 383,9	+5,2%	+8,5%
Résultat net courant – part du Groupe	580,1	609,8	+5,1%	+10,8%
Résultat net courant – part du Groupe, hors plus ou moins-values de cessions financières nettes d'impôt	527,6	597,0	+13,2%	+19,3%
Résultat net – part du Groupe	450,2	382,2		
Résultat net courant – part du Groupe – par action (non dilué) ⁽²⁾	1,06	1,11		
Résultat net courant – part du Groupe – par action (dilué) ⁽²⁾	1,06	1,07		
Dividende par action	0,73	0,80 ⁽³⁾		
Investissements industriels	1 484	1 485		
Free cash-flow net ⁽²⁾	856	970		
Endettement financier net	8 170	7 811		

(1) Y compris la quote-part de résultat net courant des co-entreprises dans le prolongement des activités du Groupe et entreprises associées.

(2) Cf. définition en annexe

(3) Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale du 20 avril 2017

Les principaux impacts de change sont les suivants :

<i>Impacts de change</i> au 31 décembre 2016 hors IFRIC 12 (vs 31 décembre 2015)	%	M€
Chiffre d'affaires	-1,9%	-473
EBITDA	-2,4%	-71
EBIT Courant	-3,3%	-44
Résultat net courant	-5,7%	-33
Endettement financier net	+3,4%	+279

C] COMPTE DE RESULTAT (HORS IFRIC 12)

1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 24 390,2 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 24 964,8 millions d'euros au 31 décembre 2015, soit une diminution de -0,4% à change constant. Hors activité Travaux⁵ et hors impact du prix des énergies, le chiffre d'affaires est en augmentation de +2,0% à change constant.

Le chiffre d'affaires connaît un rebond de +1,9% à change constant au 4^{ème} trimestre (après -2,1% au 1^{er} trimestre, +0,1% au 2^{ème} trimestre, et -1,7% au 3^{ème} trimestre à change constant), qui traduit le retour de la croissance du Groupe. Hors Travaux et impact du prix des énergies, le chiffre d'affaires du 4^{ème} trimestre progresse de +3,4% à change constant (contre +1,2% au 1^{er} trimestre, +1,9% au 2^{ème} trimestre, +1,6% au 3^{ème} trimestre).

Le chiffre d'affaires se répartit entre le secteur municipal à hauteur de 55% (soit environ 13 milliards d'euros), et le secteur industriel à hauteur de 45% (soit 11 environ milliards d'euros).

L'évolution du chiffre d'affaires entre 2015 et 2016 peut s'analyser comme suit par principaux effets :

L'effet change pour -473,2 millions d'euros (-1,9% du chiffre d'affaires). Il reflète principalement la variation de la livre sterling (-275,8 millions d'euros), du peso argentin (-90,6 millions d'euros), du yen japonais (+43,9 millions d'euros), du zloty polonais (-38,9 millions d'euros), du peso mexicain (-27,3 millions d'euros), et du renminbi chinois (-29,2 millions d'euros).

La baisse du chiffre d'affaires de **l'activité Construction** (pour -484 millions d'euros, soit -1,9% du chiffre d'affaires du Groupe) provient essentiellement de Veolia Water Technologies et de la SADE à hauteur de -345 millions d'euros, mais également de l'achèvement de la construction des incinérateurs PFI de Leeds et Shropshire au Royaume Uni (-80 millions d'euros).

Le chiffre d'affaires du Groupe est impacté par la baisse du **prix des énergies** (-0,5%), principalement aux Etats-Unis et en Europe Centrale.

⁵ Les Travaux concernent les activités ingénierie et construction du Groupe (principalement chez Veolia Water Technologies et la SADE), ainsi que les travaux réalisés dans le cadre des contrats d'exploitation.

La dynamique commerciale favorable (**effet Commerces/ Volumes et périmètre**) de +423 millions d'euros, est liée :

- à l'augmentation des volumes, en lien avec la croissance solide de l'activité Déchets au Royaume Uni et en Allemagne, ainsi que la bonne performance de l'Energie en Chine, de l'Afrique Moyen Orient, et des Déchets toxiques. Ces effets positifs sont compensés par la baisse des volumes d'Eau en France (-23 millions d'euros), et le recul des services industriels en Amérique du Nord et en Australie ;
- à un impact climat favorable en Europe Centrale (+61 millions d'euros) mais négatif aux Etats-Unis (-23 millions d'euros) ;
- à une bonne dynamique commerciale, avec des gains de contrats dans l'activité Déchets en Allemagne et au Royaume Uni, l'intégration d'un contrat d'optimisation du cycle de l'eau dans un complexe pétrochimique en Chine (Sinopec, à hauteur de +56 millions d'euros sur 7 mois), et le démarrage de nouveaux actifs (notamment l'incinérateur de Leeds au Royaume Uni) ;
- aux effets périmètre (+207 millions d'euros), en particulier l'intégration des actifs de la division Produits Sulfurés de Chemours en juillet 2016 (109 millions d'euros sur 6 mois), de la décharge CDR Pedreira au Brésil en mai 2016, de Kurion aux Etats Unis, de Prague Rive Gauche en République tchèque, ainsi que des opérations réalisées en 2015 (notamment l'acquisition d'Altergis dans l'Energie en France, et d'une entité spécialiste du recyclage des plastiques aux Pays Bas, AKG).

Les **effets prix** favorables sont liés à des indexations tarifaires toujours positives, quoique modérées, et à l'impact favorable du prix des matières recyclées (+15 millions d'euros, notamment le papier).

1.1 Chiffre d'affaires par segment

En M€ Hors IFRIC 12	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2016	Variation 2016/2015 en courant	Variation à change constant (c.c)	Variation à c.c hors impact Travaux et prix de l'énergie
France	5 471,5	5 417,7	-1,0%	-1,0%	-0,9%
Europe hors France	8 574,7	8 286,3	-3,4%	+0,1%	+2,3%
Reste du monde	5 926,1	6 028,4	+1,7%	+3,7%	+5,0%
Activités Mondiales*	4 881,0	4 626,2	-5,2%	-4,1%	+3,0% (*)
Autres	111,5	31,6	-	-	-
Chiffre d'affaires Groupe	24 964,8	24 390,2	-2,3%	-0,4%	+2,0%

(*)Les activités mondiales incluent les activités de traitement de déchets toxiques, ainsi que les activités de solutions et technologies dans l'Eau (sensibles aux variations des contrats de Travaux).

L'évolution du chiffre d'affaires au quatrième trimestre 2016 est marquée par un redressement, porté par la croissance de l'Europe hors France et du Reste du monde :

Variation à change constant	1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre
Hors IFRIC 12	2016	2016	2016	2016
France	+0,2%	-0,7%	-1,3%	-2,1%
Europe hors France	-0,9%	+0,3%	-0,6%	+1,5%
Reste du Monde	-2,4%	+1,9%	+6,3%	+9,1%
Activités mondiales	-2,9%	-0,9%	-11,4%	-1,1%
Groupe	-2,1%	+0,1%	-1,7%	+1,9%
Groupe hors Travaux et prix des énergies	+1,2%	+1,9%	+1,6%	+3,4%

FRANCE

Au 31 décembre 2016, le chiffre d'affaires de la France ressort à 5 417,7 millions d'euros, en retrait de -1,0% en courant par rapport au 31 décembre 2015. Corrigé de l'impact des Travaux et du prix des énergies, le chiffre d'affaires diminue de -0,9%.

- Le chiffre d'affaires des métiers de l'Eau est en légère progression de +0,3% par rapport au 31 décembre 2015. L'impact commercial positif des nouveaux contrats (notamment Ileo à Lille) est atténué par les renégociations contractuelles défavorables (reconduction du contrat du Grand Lyon, de la Cobas et reprise par la ville du contrat de Montpellier), par la baisse des revenus liés aux travaux, une faible progression des indexations tarifaires de +0,2% (contre +0,3% en 2015), et la diminution des volumes vendus de -1,5%.
- Le chiffre d'affaires des Déchets est en recul de -2,4% sur l'exercice. Malgré la bonne tenue des activités incinération et des volumes mis en décharge (+5,4%), ainsi que des effets commerciaux positifs dans le tri, la valorisation des déchets industriels et dans l'incinération, le chiffre d'affaires est impacté par la diminution des volumes de collecte municipale et commerciale ainsi que par la baisse des volumes et du prix des matières recyclées (plastiques et ferrailles). Le portefeuille commercial se développe néanmoins de façon significative au 2^{ème} semestre, avec un taux de renouvellements de contrats important (incinérateurs du Mans et de Nancy), des gains de contrats (incinérateur de Troyes, marché de collecte à Cergy...), et l'acquisition d'une entité spécialisée dans la valorisation des plastiques en décembre 2016 (PMG).

EUROPE HORS FRANCE

Au 31 décembre 2016, le chiffre d'affaires de l'Europe hors France s'établit à 8 286,3 millions d'euros, en progression de +0,1% à change constant par rapport au 31 décembre 2015. Le chiffre d'affaires connaît un rebond de +1,5% à change constant au 4^{ème} trimestre après être resté quasi stable tout au long de l'année : -0,9% au 1^{er} trimestre, +0,3% au 2^{ème} trimestre, -0,6% au 3^{ème} trimestre.

Corrigé de l'impact des Travaux et du prix des énergies, le chiffre d'affaires est en progression de +2,3% à change constant sur l'exercice.

Cette variation s'explique par :

- Europe Centrale : le chiffre d'affaires est stable à change constant au 31 décembre 2016. Après avoir été en recul tout au long de l'exercice, le chiffre d'affaires se redresse nettement au 4^{ème} trimestre

(+3,7% à change constant), en particulier en République tchèque grâce à un effet climat favorable et au démarrage du contrat de Prague Rive Gauche. Le chiffre d'affaires de l'exercice bénéficie de la hausse des tarifs et des volumes dans l'Eau en République tchèque, de l'effet climat favorable en Lituanie, Pologne, République tchèque et Hongrie, et du démarrage de deux usines de cogénération en Hongrie (Debrecen et Nyiregyhaza). Ces éléments sont compensés par la baisse des tarifs et des volumes d'Energie (chaleur, électricité) en République tchèque et en Lituanie au premier semestre.

- Royaume Uni et Irlande : le chiffre d'affaires est en retrait de -1,3% à change constant au 31 décembre 2016. Pénalisés par un premier semestre en baisse de -3,4% à change constant, le Royaume Uni et l'Irlande sont néanmoins en progression de +0,8% au 2^{ème} semestre. Malgré le recul du chiffre d'affaires de l'activité Travaux, le chiffre d'affaires bénéficie du développement de l'activité de collecte commerciale (notamment le nouveau contrat de Sainsbury et la nouvelle activité de recyclage de bois à Bristol), des nouveaux contrats municipaux dans les Déchets (St Albans, Southend on Sea, Hampshire), de la hausse des volumes et du prix des matières recyclées (papier, métaux), de la bonne performance des métiers de l'Energie, et de la mise en service de l'incinérateur de Leeds fin 2015.
- Europe du Nord : le chiffre d'affaires confirme sa bonne dynamique tout au long de l'exercice et progresse de +5,9% à change constant au 31 décembre 2016. Si l'Allemagne bénéficie de la forte croissance des Déchets et de l'intégration de nouveaux contrats (en particulier les parcs industriels rachetés à Nuon), les autres pays d'Europe du Nord sont portés par l'intégration d'AKG dans le recyclage de plastiques aux Pays Bas et des gains de contrats en Scandinavie.
- L'Italie, où le chiffre d'affaires des métiers de l'Energie diminue de -11,5%.

RESTE DU MONDE

Au 31 décembre 2016, le chiffre d'affaires du Reste du monde s'élève à 6 028,4 millions d'euros, en hausse de +3,7% à change constant par rapport au 31 décembre 2015. Après un recul de -2,4% à change constant au 1^{er} trimestre, le chiffre d'affaires n'a ensuite cessé de progresser tout au long de l'exercice : +1,9% au 2^{ème} trimestre, +6,3% au 3^{ème} trimestre, et +9,1% au 4^{ème} trimestre.

Corrigé de l'impact des Travaux et du prix des énergies, le chiffre d'affaires du Reste du monde croît de +5,0% à change constant.

La progression du chiffre d'affaires du Reste du monde témoigne d'une croissance solide, à l'exception de l'Australie:

- En Amérique Latine (+12,9% à change constant au 31 décembre 2016), où la croissance du chiffre d'affaires tout au long de l'exercice s'accroît encore davantage au 4^{ème} trimestre en Argentine, au Brésil et au Mexique. Le chiffre d'affaires de l'exercice bénéficie de la hausse des tarifs essentiellement dans les Déchets en Argentine (mais également au Brésil, au Mexique et en Colombie), atténuée par l'arrêt prévu du contrat d'Avellaneda en janvier 2016. La croissance de l'activité au Mexique résulte essentiellement de la hausse des volumes d'eau facturés tandis que le Brésil bénéficie de l'impact positif lié à l'acquisition de la décharge de Pedreira et du gain d'un nouveau contrat dans l'Eau.
- Le chiffre d'affaires d'Amérique du Nord est en augmentation de +0,6% à change constant sur l'exercice. Après un premier semestre en retrait de -9,4% à change constant, pénalisé par la baisse du prix du gaz dans l'Energie, la baisse des volumes de chaleur vendus (en raison d'un hiver très doux), et le recul des activités de services industriels, le chiffre d'affaires se redresse fortement au 2^{ème} semestre avec une progression de +12,0% à change constant. Cette dynamique du chiffre d'affaires s'explique notamment par l'intégration des actifs de la division Produits Sulfurés de Chemours.

- Le chiffre d'affaires de la zone Asie est en nette progression de +6,3% à change constant sur l'exercice. En Chine, la croissance du chiffre d'affaires s'accélère au 4^{ème} trimestre (+34,6% à change constant) et résulte de l'intégration de Sinopec, de la progression des volumes vendus dans l'Energie sur les réseaux de chaleur de Harbin et Jiamusi et dans les contrats industriels (contrat de Hongda), malgré la baisse du prix des énergies (chaleur et électricité). Le chiffre d'affaires du Japon progresse de +6,1% à change constant au 31 décembre 2016, en lien avec le développement de l'activité « customer service » (démarrage du contrat de Tokyo en avril 2015) et de l'activité O&M Eau (contrat d'Omuta).
- En Afrique / Moyen-Orient, la croissance soutenue du chiffre d'affaires (+6,8% à change constant au 31 décembre 2016) concerne tous les pays de la zone. Cette progression repose notamment sur la hausse des ventes d'électricité au Gabon, et le développement commercial au Moyen Orient.

La bonne croissance du Reste du monde est pénalisée par une diminution du chiffre d'affaires de l'Australie (-3,1% à change constant au 31 décembre 2016). Dans les Déchets, la hausse des activités de collecte et de traitement ne compense que partiellement la diminution des activités de services industriels.

ACTIVITÉS MONDIALES

Au 31 décembre 2016, le chiffre d'affaires du segment Activités mondiales s'élève à 4 626,2 millions d'euros, en baisse de -4,1% à change constant par rapport au 31 décembre 2015. Après un recul de -5,2% à change constant au 30 septembre 2016, le chiffre d'affaires du 4^{ème} trimestre connaît une baisse moindre de -1,1% à change constant.

Le chiffre d'affaires progresse de +3,0% à change constant hors impact des Travaux et du prix des énergies.

L'évolution du chiffre d'affaires s'explique principalement par :

- La bonne croissance des Déchets toxiques (+2,4% à change constant), qui provient notamment des activités de traitement et de valorisation (liées au démarrage du chantier de la ligne de métro 14 à Paris), des activités de stockage, de la hausse des services industriels dans la dépollution, et des bonnes performances en maintenance industrielle ;
- La baisse de l'activité Travaux de la SADE : la faible activité à l'international en lien avec le décalage de projets en fin d'année 2016 et le recul des travaux en France est légèrement compensée par les bonnes performances dans les Télécoms. Le chiffre d'affaires de la SADE s'améliore néanmoins au 4^{ème} trimestre (+11,4% à change constant) avec une progression du carnet de commande en France et à l'international.
- La réduction progressive de l'activité de Veolia Water Technologies qui se traduit par la fin de grands projets, en particulier dans la désalinisation au Moyen-Orient, et la baisse de l'activité Solutions. Le « backlog » de Veolia Water Technologies est en baisse de 6% à 1,8 milliard d'euros, en raison notamment de commandes en baisse dans l'Oil & Gas aux Etats Unis.

1.2. Chiffre d'affaires par métier

En M€ Hors IFRIC 12	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2016	Variation 2016/2015 en courant	Variation à change constant	Variation à c.c hors impact Travaux et prix de l'énergie
Eau	11 356,1	11 137,7	-1,9%	-1,5%	+1,8%
Déchets	8 684,1	8 401,2	-3,3%	+0,5%	+1,6%
Energie	4 924,6	4 851,3	-1,5%	+0,4%	+3,2%
Chiffre d'affaires Groupe	24 964,8	24 390,2	-2,3%	-0,4%	+2,0%

EAU

Le chiffre d'affaires de l'Eau est en repli de -1,5% à change constant par rapport au 31 décembre 2015, et en augmentation de +1,8% à change constant hors impact de l'activité Travaux et du prix des énergies. Cette évolution s'explique par :

- la stabilité des activités Exploitation. En France, les effets commerciaux positifs liés à de nouveaux contrats gagnés (Lille) compensent des volumes en baisse de -1,5%, et des indexations tarifaires faibles (+0,2%), tandis que l'Europe Centrale bénéficie de bons volumes ;
- la baisse de l'activité Travaux de Veolia Water Technologies et de la SADE (impact de -345 millions d'euros).

DÉCHETS

Le chiffre d'affaires de l'activité Déchets est en progression de +0,5% à change constant par rapport au 31 décembre 2015, et en hausse de +1,6% à change constant hors impact de la baisse de l'activité Travaux, en lien avec, au global, un effet volume positif de +0,6%, et un effet prix de +0,8%, et plus spécifiquement :

- une bonne performance au Royaume Uni hors activité Travaux grâce aux nouveaux contrats et à la mise en service de l'incinérateur de Leeds ;
- une nette croissance en Allemagne, résultant de la bonne activité commerciale, de la progression des volumes et de la hausse des prix des papiers recyclés de 11% ;
- une bonne croissance dans les déchets toxiques de +2,4% à change constant ;
- l'intégration de la décharge de Pedreira au Brésil ;
- atténués par la contre-performance des services industriels aux Etats-Unis et en Australie ;
- et par un léger repli en France, où les succès commerciaux et la bonne tenue des activités incinération et des volumes mis en décharge sont compensés par le recul de la collecte municipale (baisse des volumes de -10,3%).

ENERGIE

Le chiffre d'affaires de l'activité Energie est en hausse de +0,4% à change constant par rapport au 31 décembre 2015, et de +3,2% à change constant hors impact de la baisse des prix des énergies (impact de -115 millions d'euros). Cette évolution s'explique par :

- un impact climat favorable de +35 millions d'euros : positif en Europe Centrale (+61 millions d'euros), mais négatif aux Etats Unis (-23 millions d'euros) ;
- la progression de l'activité Energie en Chine dans les réseaux de chaleur et les contrats industriels.

2. Autres éléments du compte de résultat

2.1 EBITDA

L'évolution de l'EBITDA par segment est la suivante :

(en millions d'euros)	31 décembre 2015 hors IFRIC 12	31 décembre 2016 hors IFRIC 12	Variation 2015 / 2016	
			en courant	à change constant
France	816,4	750,6	-8,1%	-8,1%
Europe, hors France	1 104,1	1 159,6	+5,0%	+9,1%
Reste du monde	805,0	861,5	+7,0%	+10,0%
Activités mondiales	225,8	262,7	+16,4%	+17,5%
Autres	45,9	21,6	-	-
EBITDA	2 997,2	3 056,0	+2,0%	+4,3%
Taux de marge EBITDA	12,0%	12,5%		

En 2016, l'EBITDA consolidé du Groupe s'élève à 3 056,0 millions d'euros, soit une augmentation de 4,3% à change constant par rapport à 2015, permettant une progression du taux de marge (12,5% en décembre 2016, contre 12,0% en décembre 2015).

Cette progression de l'EBITDA est liée principalement à l'efficacité opérationnelle, avec des réductions de coûts à hauteur de 245 millions d'euros.

Par segment, l'évolution de l'EBITDA entre 2015 et 2016 peut s'analyser comme suit :

- **En France**, l'EBITDA est en baisse.
 - Dans les métiers de l'Eau, malgré les réductions de coûts, l'EBITDA est pénalisé par la baisse des volumes de -1,5% (impact de -20 millions d'euros), l'impact négatif du pincement tarifaire (-26 millions d'euros) lié à des indexations tarifaires très faibles (+0,2%), et l'effet négatif des renégociations contractuelles (-31 millions d'euros) ;
 - Dans les Déchets, l'EBITDA est également en baisse malgré les réductions de coûts, en raison d'effets prix négatifs et d'éléments ponctuels en 2015.
- Forte croissance de l'EBITDA en **Europe hors France**, en particulier :

- En Europe Centrale et Orientale grâce aux efforts de réduction de coûts et à un effet climat favorable (+23 millions d'euros) ;
- Au Royaume Uni, grâce aux plans d'efficacité, aux contrats PFI, et à l'impact favorable des matières recyclées (hausse du prix du papier);
- En Allemagne, en lien avec une bonne activité dans les Déchets, des gains d'efficacité, et le remboursement d'une indemnité d'assurance suite à un sinistre.
- Poursuite de la croissance dans le **Reste du monde** :
 - Aux Etats Unis, l'EBITDA progresse de +8,7% à change constant. Dans l'Industriel, la baisse d'activité des services industriels (notamment auprès des clients Oil & Gas) est compensée par l'effet des restructurations engagées dès le 1er trimestre et l'intégration des actifs de la division Produits Sulfurés de Chemours (+22 millions d'euros sur 6 mois). Dans le secteur Municipal, la baisse des volumes liée au climat, ainsi que l'effet prix défavorable dans l'Energie, sont compensés par des mesures d'efficacité.
 - En Chine, l'EBITDA croît de 26,3% à change constant, porté par la forte progression de l'Eau industrielle (intégration de Sinopec), des déchets toxiques (démarrage de l'incinérateur de Changsha) et du réseau de chaleur de Harbin, ainsi que par la poursuite des économies de coûts.
- Dans le segment **Activités mondiales**, l'EBITDA de Veolia Water Technologies double par rapport à 2015. La restructuration mise en œuvre de même que la résolution favorable d'une fin de contrat ont conduit à une amélioration de la marge (4% en 2016, contre 1,7% en 2015). Les Déchets toxiques affichent une bonne performance sur l'exercice.

Par effet, l'évolution de l'EBITDA entre 2015 et 2016 peut s'analyser comme suit :

L'impact change sur l'EBITDA est négatif et s'élève à -71,4 millions d'euros. Il reflète principalement la variation de la livre sterling (-38,2 millions d'euros), des devises sud-américaines (-14,7 millions d'euros, essentiellement le peso argentin), du renminbi chinois (-8,7 millions d'euros) et du zloty polonais (-8,3 millions d'euros).

Les effets prix nets de l'inflation des coûts sont négatifs, principalement en France, en lien avec l'indexation très faible des contrats.

L'impact des renégociations contractuelles dans l'Eau France s'élève à -31 millions d'euros.

Les **effets volumes, commerce et périmètre** sont favorables, à hauteur de +38 millions d'euros :

- L'EBITDA est impacté par la baisse des volumes en France dans l'Eau (-20 millions d'euros) et dans les Déchets (baisse de la collecte municipale), ainsi que dans les services industriels aux Etats Unis et en Australie. Ces éléments sont compensés par le démarrage de nouveaux actifs, la bonne activité des Déchets toxiques et un impact climat favorable (+15 millions d'euros) ;
- Les effets commerce bénéficient notamment de bons développements en Chine (intégration de Sinopec).
- Les effets périmètre pour +39,1 millions d'euros concernent principalement l'intégration des actifs de la division Produits Sulfurés de Chemours en juillet 2016 (+22 millions d'euros) et l'acquisition de la décharge CDR Pedreira au Brésil en mai 2016.

La contribution des plans d'économies de coûts s'élève à 245 millions d'euros. Elles portent principalement sur l'efficacité opérationnelle (à hauteur de 42%), et les achats (35%). Elles concernent l'ensemble des géographies : la France (à hauteur de 31%), l'Europe hors France (26%), le Reste du monde (26%), les Activités mondiales (12%) et le Siège (5%).

Impact EBITDA	Objectif cumulé 2016 - 2018	Objectif 2016	Réalisation 2016
Gains bruts	600	200	245

Les **Autres** variations concernent divers éléments ponctuels à hauteur de -46 millions d'euros, notamment en France.

2.2 EBIT COURANT

L'évolution de l'EBIT Courant par segment est la suivante :

(en millions d'euros)	31 décembre 2015 hors IFRIC 12	31 décembre 2016 hors IFRIC 12	Variation 2015 / 2016	
			en courant	à change constant
France	197,1	129,5	-34,3%	-34,3%
Europe, hors France	558,9	638,3	+14,2%	+19,1%
Reste du monde	465,9	463,1	-0,6%	+2,5%
Activités mondiales	99,2	153,7	+54,8%	+56,9%
Autres	-5,9	-0,7	-	-
EBIT Courant	1 315,2	1 383,9	+5,2%	+8,5%

L'EBIT Courant consolidé du Groupe au 31 décembre 2016 s'établit à 1 383,9 millions d'euros, en forte progression de +8,5% à change constant comparé à 2015.

Cette bonne croissance de l'EBIT Courant provient principalement :

- de l'amélioration de l'EBITDA du Groupe ;
- de l'augmentation des charges d'amortissement à change constant à hauteur de +3,1%, en lien avec des effets périmètre en France, au Royaume Uni et aux Etats Unis ;
- de la variation favorable des reprises nettes de provisions opérationnelles ;
- de la variation positive des plus-values réalisées sur la cession d'actifs industriels, liée à une revue continue des portefeuilles d'actifs industriels ;
- de la variation légèrement négative de la contribution des entités mises en équivalence liée à des effets périmètre au Royaume Uni, tandis que les concessions chinoises sont en croissance à change constant.

L'effet change sur l'EBIT Courant est négatif de -43,8 millions d'euros et reflète principalement la variation de la livre sterling (-24,1 millions d'euros), des devises sud-américaines (-7,5 millions d'euros, dont le peso argentin), et du renminbi chinois (-7,7 millions d'euros).

Les éléments de passage de l'EBITDA à l'EBIT Courant aux 31 décembre 2016 et 2015 sont les suivants :

En millions d'euros, hors IFRIC 12	31 décembre 2015	31 décembre 2016
EBITDA	2 997,2	3 056,0
Dépenses de renouvellement	-278,4	-272,4
Amortissements (*)	-1 549,4	-1 566,3
Provisions, juste valeur et autres :	47,1	72,4
• Pertes de valeurs nettes courantes sur actifs corporels, incorporels et AFOs	-28,3	-26,4
• Dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles, ajustements de juste valeur et autres	75,4	98,8
Quote-part du résultat net courant des co-entreprises et entreprises associées	98,7	94,2
EBIT Courant	1 315,2	1 383,9

(*) Y compris remboursement des actifs financiers opérationnels (AFO) à hauteur de -201,2 millions d'euros au 31 décembre 2016 (contre -173,1 millions d'euros au 31 décembre 2015), et plus ou moins-values de cessions industrielles à hauteur de 29,1 millions d'euros au 31 décembre 2016 (contre 4,3 millions d'euros au 31 décembre 2015.)

Les dotations nettes de reprise aux amortissements (-1 394,2 millions d'euros au 31 décembre 2016) sont en augmentation de 3,1% à change constant, soit -42,7 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2015 (-1 380,6 millions d'euros) principalement en raison des acquisitions et de la mise en service de nouveaux actifs.

Les plus ou moins-values de cessions industrielles au 31 décembre 2016 concernent des plus-values réalisées sur la cession d'actifs industriels, liée à une revue continue des portefeuilles d'actifs industriels.

La quote-part de résultat net courant des co-entreprises et des entreprises associées est constituée des entités du Royaume Uni (Eau et Déchets) pour 9,0 millions d'euros (contre 15,9 millions d'euros au 31 décembre 2015 en raison de mouvements de périmètre), et des entités chinoises dans l'Eau et les Déchets à hauteur de 44,3 millions d'euros (contre 44,8 millions d'euros au 31 décembre 2015). Les concessions chinoises dans l'Eau sont néanmoins en progression à change constant (35,8 millions d'euros en 2015, versus 36,2 millions en 2016).

Les dotations nettes de reprise aux provisions opérationnelles au 31 décembre 2016 comprennent notamment les reprises usuelles de provisions sur remise en état des sites CET (principalement en France et au Royaume Uni), ainsi que des reprises de provisions liées à la levée de risques en France et en Italie. Au 31 décembre 2015, cette rubrique comprenait une reprise de provision au titre des contrats « Olivet » dans l'Eau en France, et la levée de certains risques en France et en Australie.

2.3 Analyse par segment de l'EBITDA et de l'EBIT Courant

FRANCE

<i>En millions d'euros Hors IFRIC 12</i>	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2016	Variation en courant	Variation à change constant
EBITDA	816,4	750,6	-8,1%	-8,1%
Taux de marge EBITDA	14,9%	13,9%		
EBIT Courant	197,1	129,5	-34,3%	-34,3%

L'EBITDA de la France est en diminution de -8,1% sur l'exercice.

Dans les métiers de l'Eau, les efforts de réductions de coûts ne compensent que partiellement l'érosion commerciale à hauteur de -31 millions d'euros (dégradation des marges), la baisse des volumes, et les effets prix nets de l'inflation.

Dans les Déchets, l'EBITDA diminue également malgré les économies de coûts. Cette baisse s'explique par le recul du chiffre d'affaires, des effets prix négatifs et des éléments ponctuels en 2015.

L'EBIT Courant de la France est en net retrait, en raison de la baisse de l'EBITDA.

EUROPE, HORS FRANCE

<i>En millions d'euros Hors IFRIC 12</i>	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2016	Variation en courant	Variation à change constant
EBITDA	1 104,1	1 159,6	+5,0%	+9,1%
Taux de marge EBITDA	12,9%	14,0%		
EBIT Courant	558,9	638,3	+14,2%	+19,1%

L'EBITDA de l'Europe hors France connaît une augmentation significative dans la plupart des pays, notamment :

- au Royaume Uni, en lien avec l'excellente performance des installations (mise en service du PFI de Leeds) et l'impact favorable des matières recyclées ;
- en Europe Centrale : la bonne performance de l'EBITDA est particulièrement marquée en Pologne, et en Hongrie, et bénéficie notamment d'un effet climat favorable ;
- en Europe du Nord où l'Allemagne en particulier est portée par la croissance des Déchets et le remboursement d'une indemnité d'assurance suite à un sinistre.

La progression de l'EBITDA en Europe hors France traduit également les efforts de réduction de coûts engagés dans toutes les géographies.

L'EBIT Courant de l'Europe hors France croît, en lien avec la progression de l'EBITDA, et la variation positive des provisions opérationnelles en particulier sur les décharges au Royaume Uni.

RESTE DU MONDE

<i>En millions d'euros Hors IFRIC 12</i>	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2016	Variation en courant	Variation à change constant
EBITDA	805,0	861,5	+7,0%	+10,0%
Taux de marge EBITDA	13,6%	14,3%		
EBIT Courant	465,9	463,1	-0,6%	+2,5%

L'EBITDA du Reste du monde croît fortement en Asie, mais également en Amérique Latine et en Amérique du Nord.

L'EBITDA de l'Asie affiche une solide croissance tout au long de l'année, portée par les réductions de coûts et la hausse du chiffre d'affaires, en particulier en Chine et au Japon. En Chine, l'EBITDA bénéficie notamment d'une forte progression dans l'Eau industrielle (intégration du contrat de Sinopec), les déchets toxiques (démarrage de l'incinérateur de Changsha) et les réseaux de chaleur en particulier à Harbin.

L'EBITDA de l'Amérique Latine est en nette augmentation au 2^{ème} semestre, en particulier en Argentine, en lien avec l'évolution du chiffre d'affaires.

Après un premier semestre en baisse, en particulier dans l'Energie, l'EBITDA de l'Amérique du Nord rebondit au 2^{ème} semestre grâce aux efforts de réduction de coûts et à l'intégration des actifs de la division Produits Sulfurés de Chemours, qui compensent le recul du chiffre d'affaires dans les services industriels ainsi que la baisse du prix du gaz dans l'Energie.

L'EBIT Courant du Reste du monde est en augmentation à change constant, mais de façon moindre que la croissance de l'EBITDA, pénalisé par la hausse des dotations aux amortissements liée à l'intégration des actifs de la division Produits Sulfurés de Chemours, la variation défavorable des provisions opérationnelles aux Etats Unis et en Australie, et le remboursement anticipé d'une créance en Corée. Les résultats des concessions d'Eau en Chine comptabilisés en quote-part de résultat net des co-entreprises et entreprises associées progressent à change constant.

ACTIVITÉS MONDIALES

<i>En millions d'euros Hors IFRIC 12</i>	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2016	Variation en courant	Variation à change constant
EBITDA	225,8	262,7	+16,4%	+17,5%
Taux de marge EBITDA	4,6%	5,7%		
EBIT Courant	99,2	153,7	+54,8%	+56,9%

L'EBITDA des Activités mondiales est en nette progression :

- Dans les activités Travaux (VWT et Sade), l'EBITDA bénéficie des efforts de réduction de coûts, de l'amélioration des marges et de la résolution favorable d'une fin de contrat.
- Dans les Déchets toxiques, la hausse de l'EBITDA résulte de la bonne tenue des activités et de la poursuite des plans d'efficacité.

L'EBIT Courant des Activités mondiales croît également grâce à l'augmentation de l'EBITDA, et à l'effet de comparaison favorable lié à des dépréciations d'actifs dans les Déchets toxiques en 2015.

2.4 Charges financières nettes

En millions d'euros, hors IFRIC 12	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2016
Coût de l'endettement financier net (1)	-445,9	-423,6
Plus ou moins-values de cessions financières (*)	59,5	12,8
Gains nets / Pertes nettes sur les prêts et créances	25,5	9,0
Résultats sur actifs disponibles à la vente	4,0	5,0
Résultat de change	6,4	5,3
Désactualisation des provisions	-39,0	-41,7
Autres	-28,5	-20,4
Autres revenus et charges financiers courants (2)	27,9	-30,0
Résultat financier courant (1)+(2)	-418,0	-453,6
Autres revenus et charges financiers non courants (**)	-	25,7
Résultat financier	-418,0	-427,9

(*) Y compris frais de cessions financières

(**) Essentiellement liés à l'impact de l'opération de cession de 20% de Transdev

COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le coût de l'endettement financier net s'établit à -423,6 millions d'euros au 31 décembre 2016, contre -445,9 millions d'euros au 31 décembre 2015. Le coût de l'endettement financier net est donc en retrait de 22,3 millions d'euros par rapport à 2015.

Cette baisse du coût de l'endettement financier net traduit principalement les effets du remboursement de la souche Inflation par l'utilisation de la trésorerie disponible en juin 2015, du refinancement obligataire à de meilleures conditions, les efforts du Groupe en matière de gestion dynamique de sa dette et un effet change positif de 6 millions d'euros compensant l'augmentation du coût des dérivés de change.

Le taux de financement passe de 5,0% au 31 décembre 2015 à 4,95% au 31 décembre 2016.

AUTRES REVENUS ET CHARGES FINANCIERS

Les autres revenus et charges financiers courants s'élèvent à -30,0 millions d'euros au 31 décembre 2016, contre 27,9 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Les autres revenus et charges financiers courants incluent les impacts des cessions financières à hauteur de 12,8 millions d'euros, notamment ceux relatifs à la mise à juste valeur de la quote-part antérieurement détenue de participations en France et en Chine. Au 31 décembre 2015, les plus ou moins-values de cessions financières s'élevaient à 59,5 millions d'euros et incluaient la plus-value de cession sur les activités du Groupe en Israël.

Les gains nets / pertes nettes sur les prêts et créances au 31 décembre 2015 incluaient la rémunération du prêt à Transdev, intégralement remboursé en mars 2016.

Les autres revenus et charges financiers non courants au 31 décembre 2016 concernent essentiellement l'opération de cession de 20% de la participation du Groupe dans Transdev.

2.5 Charge d'impôt

La charge d'impôt s'établit à -192,3 millions d'euros au 31 décembre 2016, contre -199,5 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Le taux d'impôt au 31 décembre 2016 est en diminution et s'affiche à 25,7% (contre 28,0% au 31 décembre 2015) après retraitement de l'impact des cessions financières, des éléments non courants du résultat net des entités contrôlées et de la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence.

<i>En millions d'euros, hors IFRIC 12</i>	31 décembre 2015	31 décembre 2016
Résultat avant impôt – Eléments courants (a)	897	930
Dont quote-part de résultat net des co-entreprises et entreprises associées (b)	99	94
Dont plus ou moins-values de cessions financières (c)	60	13
Résultat avant impôt retraité – Eléments courants : d=a-b-c	738	823
Charge d'impôt retraitée (e)	-207	-211
Taux d'impôts retraité sur les éléments courants du compte de résultat (e) / (d)	28,0%	25,7%

2.6 Résultat net courant / Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère

La part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle représente 102,0 millions d'euros au 31 décembre 2016, contre 101,1 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est de 382,2 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 450,2 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Le résultat net courant attribuable aux propriétaires de la société mère est de 609,8 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 580,1 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Compte tenu du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au 31 décembre 2016 qui s'élève à 549,0 millions en non dilué, et 568,5 millions en dilué, contre 548,5 millions au 31 décembre 2015 (dilué et non dilué), le résultat net par action attribuable aux propriétaires de la société mère au 31 décembre 2016 ressort à 0,57 euro en non dilué et 0,55 euro en dilué, contre 0,69 euro au 31 décembre 2015 (dilué et non dilué). Le résultat net courant par action attribuable aux propriétaires de la société mère au 31 décembre 2016 ressort à 1,11 euro en non dilué et 1,07 euro en dilué contre 1,06 euro au 31 décembre 2015.

L'effet dilutif pris en compte dans le calcul du résultat net par action concerne les obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes émises en mars 2016, ainsi que les actions attribuées dans le cadre du dispositif de rémunération incitative de long terme mis en place en 2015.

Au 31 décembre 2016 la formation du résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est la suivante :

<i>En millions d'euros, hors IFRIC 12</i>	Courant	Non courant	Total
EBIT	1 383,9	-306,9	1 077,0
Coût de l'endettement financier net	-423,6	-	-423,6
Autres revenus et charges financiers	-30,0	25,7	-4,3
Résultat avant impôts	930,3	-281,2	649,1
Charge d'impôts sur les sociétés	-211,3	19,0	-192,3
Résultat net des autres sociétés mises en équivalence	-	27,4	27,4
Résultat net des activités non poursuivies	-	-	-
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-109,2	7,2	-102,0
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	609,8	-227,6	382,2

Le tableau de passage de l'EBIT Courant au résultat opérationnel tel qu'il figure au compte de résultat est le suivant :

<i>En millions d'euros, hors IFRIC 12</i>	31 décembre 2015	31 décembre 2016
EBIT Courant	1 315,2	1 383,9
Pertes de valeur sur goodwill et goodwills négatifs	-18,2	3,2
Charges de restructuration ⁽¹⁾	-80,8	-184,5
Provisions et pertes de valeur nettes non courantes ⁽²⁾	-78,7	-109,6
Autres ⁽³⁾	-14,7	-16,0
Total des éléments non courants	-192,4	-306,9
Résultat opérationnel après QPRN des entités mises en équivalence	1 122,9	1 077,0

(1) Les charges de restructuration au 31 décembre 2016 concernent principalement les métiers de l'Eau en France à hauteur de -56,7 millions d'euros (nouveau plan de départ), et VWT à hauteur de -29,7 millions d'euros.

Au 31 décembre 2015, elles concernaient principalement l'Eau en France pour -41,5 millions d'euros, et VWT à hauteur de -13,9 millions d'euros.

(2) Les provisions et pertes de valeurs nettes non courantes sont principalement liées à la couverture de risques sur actifs en Europe.

(3) Les Autres éléments non courants concernent les charges liées aux frais de personnel – paiements en actions, ainsi que les coûts d'acquisition de titres avec ou sans prise de contrôle.

Au 31 décembre 2015, le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère s'établissait de la façon suivante :

<i>En millions d'euros, hors IFRIC 12</i>	Courant	Non courant	Total
EBIT	1 315,2	-192,4	1 122,9
Coût de l'endettement financier net	-445,9	-	-445,9
Autres revenus et charges financiers	27,9	-	27,9
Résultat avant impôts	897,3	-192,4	704,9
Charge d'impôts sur les sociétés	-207,1	7,6	-199,5
Résultat net des autres sociétés mises en équivalence	-	45,9	45,9
Résultat net des activités non poursuivies	-	-	-
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-110,1	9,0	-101,1
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	580,1	-129,9	450,2

D] FINANCEMENT (HORS IFRIC 12)

Le tableau ci-après récapitule la variation de l'Endettement Financier Net et du free cash-flow net :

<i>En millions d'euros, hors IFRIC 12</i>	Décembre 2015	Décembre 2016
EBITDA	2 997,2	3 056,0
Investissements industriels nets	-1 378,6	-1 398,7
Variation BFR opérationnel	203,3	270,4
Dividendes reçus des entités mises en équivalence et des co-entreprises	90,1	93,2
Dépenses de renouvellement	-278,4	-272,4
Autres charges non courantes et charges de restructuration	-150,1	-133,5
Éléments financiers (intérêts versés courants et CAF financière)	-403,2	-416,7
Impôts payés	-223,9	-228,7
Free cash-flow net, avant versement du dividende, investissements financiers et cessions financières	856,4	969,6
Dividendes versés	-582,7	-590,9
Investissements financiers nets	118,2	-500,8
Variation des créances et autres actifs financiers	139,7	273,0
Augmentation de capital VE (hors distribution dividende par action)	12,2	-22,0
Emissions / remboursement de titres super subordonnés	-	17,6
Free cash-flow	543,8	146,5
Effets de change et autres variations	-402,4	212,1 (*)
Variation	141,4	358,6
Endettement Financier Net à l'ouverture	-8 311,1	-8 169,7
Endettement Financier Net à la clôture	-8 169,7	-7 811,1

(*) Les effets de change et autres variations au 31 décembre 2016 incluent la variation de la livre sterling à hauteur de 307 millions d'euros.

Le free cash-flow net s'établit à 970 millions d'euros au 31 décembre 2016 (contre 856 millions d'euros au 31 décembre 2015).

L'évolution du free cash-flow net par rapport au 31 décembre 2015 reflète essentiellement l'amélioration de l'EBITDA, la variation favorable du besoin en fonds de roulement opérationnel, la baisse des charges de restructuration, en partie compensés par l'augmentation des investissements industriels nets en lien avec des cessions industrielles moins importantes en 2016.

1. Investissements industriels et financiers

1.1 Investissements industriels

Le volume total des investissements industriels bruts, y compris nouveaux actifs financiers opérationnels, réalisés par le Groupe s'est élevé à 1 485 millions d'euros au 31 décembre 2016, contre 1 484 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Les investissements industriels **par segment**, hors activités non poursuivies, varient de la façon suivante :

Décembre 2016 <i>En M€, hors IFRIC 12</i>	Maintenance et défense du portefeuille	Croissance discrétionnaire	Total investissements industriels bruts	Cessions industrielles	Total investissements industriels nets
France	328	4	332	-26	306
Europe hors France	504	74	578	-28	550
Reste du monde	311	127	438	-17	421
Activités mondiales	114	-	114	-14	100
Autres	23	-	23	-1	22
Total investissements industriels	1 280 ⁽¹⁾	205	1 485 ⁽²⁾	-86	1 399

(1) Dont investissements de maintenance à hauteur de 795 millions d'euros, et investissements de défense du portefeuille à hauteur de 485 millions d'euros

(2) Dont nouveaux AFO à hauteur de 113 millions d'euros

Décembre 2015 <i>En M€, hors IFRIC 12</i>	Maintenance et défense du portefeuille	Croissance discrétionnaire	Total investissements industriels bruts	Cessions industrielles	Total investissements industriels nets
France	295	18	313	-35	278
Europe hors France	469	163	632	-38	594
Reste du monde	307	81	388	-25	363
Activités mondiales	124	4	128	-6	122
Autres	22	1	23	-1	22
Total investissements industriels	1 217 ⁽³⁾	267	1 484 ⁽⁴⁾	-105	1 379

(3) Dont investissements de maintenance à hauteur de 774 millions d'euros, et investissements de défense du portefeuille à hauteur de 443 millions d'euros

(4) Dont nouveaux AFO à hauteur de 120 millions d'euros

A change constant, les investissements industriels bruts sont en légère augmentation par rapport au 31 décembre 2015, soit +2,5%.

Les investissements industriels bruts de maintenance et de défense du portefeuille s'élèvent à 1 280 millions d'euros au 31 décembre 2016 (contre 1 217 millions d'euros au 31 décembre 2015) et représentent 5,2% du chiffre d'affaires (stable par rapport à 2015).

Les investissements industriels bruts de croissance discrétionnaire concernent principalement :

- en 2016 : des projets en Australie dans les Déchets (station de transfert et usine de traitement mécano-biologique), divers projets en Chine (sur le réseau de chaleur Harbin, dans l'Eau industrielle, et sur la construction d'incinérateurs de déchets dangereux), et des travaux de d'extension de réseaux dans l'Eau et l'Energie en Pologne ;

- en 2015 : la construction des incinérateurs de Leeds et Shropshire au Royaume Uni, des travaux de raccordement sur l'Energie en Pologne, ainsi que des travaux sur le réseau de chaleur de Harbin en Chine.

1.2 Investissements et cessions financiers

Les investissements financiers s'élèvent à -881 millions d'euros au 31 décembre 2016 (y compris l'endettement financier net des entités entrantes ainsi que les frais d'acquisition) et incluent notamment l'acquisition de Kurion aux Etats Unis (-296 millions d'euros), de la division Produits Sulfurés de Chemours (-290 millions d'euros), de la décharge de Pedreira au Brésil (-71 millions d'euros) et de Prague Rive Gauche (-70 millions d'euros). Au 31 décembre 2015, les investissements financiers, à hauteur de -270 millions d'euros, concernaient principalement le rachat de minoritaires dans l'Eau en Europe Centrale.

Les cessions financières s'élèvent à 380 millions d'euros au 31 décembre 2016 et incluent la cession des 20% de Transdev à hauteur de 216 millions d'euros (y compris frais de cession). Au 31 décembre 2015, les cessions financières comprenaient la cession des activités du Groupe en Israël.

Les cessions financières, y compris le remboursement du prêt d'actionnaire à Transdev Group en mars 2016 pour 345 millions d'euros (comptabilisé sur la ligne « Variation des créances et autres actifs financiers »), s'établissent à 725 millions d'euros au 31 décembre 2016. L'impact total de l'opération Transdev sur l'Endettement Financier Net du Groupe est donc de 565 millions d'euros (hors frais de cession).

2. Prêts aux co-entreprises

Les prêts consentis aux co-entreprises, comptabilisés sur la ligne « Variation des créances et autres actifs financiers » s'élèvent à 165,6 millions d'euros au 31 décembre 2016 (contre 509,9 millions d'euros au 31 décembre 2015) et incluent les prêts aux concessions chinoises pour 124,1 millions d'euros (116,0 millions d'euros au 31 décembre 2015). Au 31 décembre 2015, les prêts aux co-entreprises étaient également composés des prêts à Transdev Group pour 345,4 millions d'euros, intégralement remboursés au 31 décembre 2016.

3. Variation du Besoin en fonds de roulement opérationnel

La variation du Besoin en Fonds de Roulement Opérationnel (hors activités non poursuivies) s'élève à +270 millions d'euros au 31 décembre 2016, contre +203 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Cette variation résulte de la variation des stocks (+35 millions d'euros), des créances opérationnelles (+84 millions d'euros) et des dettes opérationnelles (+151 millions d'euros).

4. Financement externe

4.1 Structure de l'endettement financier net

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2016
Dettes financières non courantes	8 022,3	8 344,0
Dettes financières courantes	4 000,1	4 759,7
Trésorerie passive	318,6	246,8
Sous-total dettes financières	12 341,0	13 350,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-4 176,3	-5 521,4
Imputation de la juste valeur des dérivés de couverture	5,0	-5,0
Actifs liquides et actifs financiers liés au financement	-	-13,0
Endettement financier net	8 169,7	7 811,1

L'endettement financier net après couverture ⁶ au 31 décembre 2016 est à taux fixe à hauteur de 92% et à taux variable à hauteur de 8%.

La maturité moyenne de l'endettement financier net s'établit à 9,3 ans au 31 décembre 2016 contre 8,8 ans au 31 décembre 2015.

Le leverage ratio, qui rapporte l'Endettement Financier Net (EFN) de clôture à l'EBITDA est en diminution au 31 décembre 2016 contre le 31 décembre 2015 :

	31 décembre 2015	31 décembre 2016
Leverage ratio (<i>EFN de clôture / EBITDA</i>)	2,73	2,56

⁶ Retraité pour 1 067 millions d'euros du portage lié au préfinancement des échéances de remboursement à venir en 2017

4.2 Position de liquidité du Groupe

Le détail des liquidités dont le Groupe dispose au 31 décembre 2016 est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2015	31 décembre 2016
Veolia Environnement :		
Crédit syndiqué non tiré	3 000,0	3 000,0
Lignes de crédit bilatérales MT non tirées	925,0	925,0
Lignes de crédit bilatérales CT non tirées	-	-
Ligne de lettres de crédit	49,3	8,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 297,6	4 648,4
Filiales :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	878,7	873,0
Total des liquidités	8 150,6	9 454,6
Dettes courantes et trésorerie passive		
Dettes courantes	4 000,1	4 759,7
Trésorerie passive	318,6	246,8
Total des dettes courantes et trésorerie passive	4 318,7	5 006,5
Total des liquidités nettes des dettes courantes et trésorerie passive	3 831,9	4 448,1

La hausse des liquidités nettes reflète notamment l'émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes (OCEANE) pour un montant nominal de 700 millions d'euros, l'émission d'une obligation en renminbi sur le marché domestique chinois en septembre 2016 pour un nominal de 136 millions d'euros équivalents, et l'émission d'obligations en euro pour un montant nominal de 1,1 milliard d'euros en octobre 2016, partiellement compensées par les échéances de remboursement à venir en 2017 dont la souche obligataire euro de maturité janvier 2017 pour un nominal de 606 millions d'euros, la souche obligataire euro de maturité juin 2017 pour un nominal de 250 millions d'euros, la souche obligataire en renminbi de maturité juin 2017 pour un nominal de 68 millions d'euros équivalents et la souche euro à taux variable de maturité mai 2017 pour un nominal de 350 millions d'euros.

Veolia Environnement peut tirer à tout instant sur le crédit syndiqué multidevises et sur l'ensemble des lignes de crédit.

CRÉDITS SYNDIQUÉS MT NON TIRÉS

Le 6 novembre 2015, Veolia a signé un nouveau crédit syndiqué multidevises pour un montant de 3 milliards d'euros, à échéance initiale 2020, étendu à 2021 en octobre 2016 et pouvant être étendu jusqu'en 2022 avec une possibilité de tirage en devises d'Europe de l'Est et en renminbi.

Ce crédit syndiqué vient en remplacement des deux crédits syndiqués qui avaient été mis en place en 2011 : l'un multidevises d'un montant de 2,5 milliards d'euros d'une maturité de 5 ans, le deuxième d'un montant de 500 millions d'euros d'une maturité de 3 ans pour des tirages en zlotys polonais, en couronnes tchèques et en forints hongrois.

Ce crédit syndiqué n'est pas tiré au 31 décembre 2016.

LIGNES DE CRÉDIT BILATÉRALES CT ET MT NON TIRÉES

Veolia Environnement a renégocié en 2015 l'intégralité de ses lignes de crédit bilatérales pour un montant total

non tiré au 31 décembre 2016 de 925 millions d'euros.

LIGNE DE LETTRES DE CRÉDIT

Au 31 décembre 2016, les lignes de lettres de crédit bilatérales en dollars américains sont tirées à hauteur de 176,3 millions de dollars américains; la partie tirable en cash est de 8,7 millions de dollars américains (soit 8,2 millions d'euros équivalents), non tirée, et figure dans le tableau de liquidité ci-dessus.

La baisse des liquidités nettes reflète notamment les échéances de remboursement à venir avant le 30 juin 2017 dont la souche obligataire euro de maturité janvier 2017 pour un nominal de 606 millions d'euros, la souche obligataire euro de maturité juin 2017 pour un nominal de 250 millions d'euros et la souche obligataire en renminbi chinois de maturité juin 2017 pour un nominal de 68 millions d'euros équivalents partiellement compensés par l'émission d'une obligation à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes (OCEANE) pour un montant nominal de 700 millions d'euros.

E] RETOUR SUR CAPITAUX EMPLOYÉS (HORS IFRIC 12)

Veolia Environnement a mis en place un indicateur, le ROCE (return on capital employed ou rendement des capitaux employés), qui mesure la capacité de Veolia Environnement à rémunérer les fonds qui sont mis à sa disposition par ses actionnaires et les prêteurs, et distingue :

- un ROCE après impôts, calculé aux bornes du Groupe, qui intègre les contributions des participations dans les co-entreprises et les entreprises associées ;
- un ROCE avant impôts, décliné au niveau des segments opérationnels et du Groupe, qui exclut les contributions des participations dans les co-entreprises et les entreprises associées.

Les indicateurs de rendement des capitaux employés sont définis en annexe. Dans les deux cas, les impacts de la participation du Groupe dans la co-entreprise Transdev Group, qui ne se situe pas dans le prolongement des activités du Groupe, et dont la contribution est comptabilisée en Quote-part de résultat net des autres sociétés mises en équivalence, sont exclus des calculs.

ROCE APRÈS IMPÔTS

L'EBIT Courant après impôts est calculé de la manière suivante :

<i>En millions d'euros, hors IFRIC 12</i>	2015	2016
EBIT Courant ^(*)	1 315,2	1 383,9
- Charge d'impôt courante sur les sociétés	-207,1	-211,3
EBIT Courant après impôts	1 108,1	1 172,6

^(*) Y compris QP de résultat net des co-entreprises et des entreprises associées.

Les capitaux employés moyens de l'année sont calculés de la manière suivante :

<i>En millions d'euros, hors IFRIC 12</i>	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2016
Actifs corporels et incorporels nets	10 519,4	10 855,3
Ecart d'acquisition nets de pertes de valeur	4 635,0	4 864,0
Participations dans les co-entreprises et les entreprises associées	2 617,6	2 366,0
Actifs financiers opérationnels	1 896,5	1 735,8
Besoin en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation net	-447,1	-730,3
Instruments dérivés nets et autres ⁽¹⁾	-47,8	-129,5
Provisions	-2 547,2	-2 630,3
Capitaux employés	16 626,4	16 331,0
Impact des activités discontinuées et autres retraitements ⁽²⁾	-310,3	-232,2
Capitaux employés	16 316,1	16 098,8
Capitaux employés moyens	16 313,4	16 207,4

(1) Hors instruments dérivés de couverture de juste valeur de la dette pour 12,2 millions d'euros au 31 décembre 2015, et 0,3 millions d'euros au 31 décembre 2016.

(2) Les retraitements en 2015 et en 2016 incluent l'impact des capitaux employés des entités qui ne sont pas dans le prolongement des activités du Groupe soit Transdev Group.

Le rendement des capitaux employés (ROCE) après impôts du Groupe est le suivant :

<i>En millions d'euros, hors IFRIC 12</i>	EBIT courant après impôts	Capitaux employés moyens de l'année	ROCE après impôts
2015	1 108,1	16 313,4	6,8%
2016	1 172,6	16 207,4	7,2%

Le rendement des capitaux employés (ROCE) après impôts du Groupe est de 7,2% au 31 décembre 2016 contre 6,8% au 31 décembre 2015. L'amélioration du rendement des capitaux employés entre 2015 et 2016 s'explique principalement par la croissance des performances opérationnelles.

ROCE AVANT IMPÔTS

Contrairement au ROCE après impôts, les capitaux employés utilisés pour le calcul du ROCE avant impôts excluent les participations dans les co-entreprises et les entreprises associées.

Les rendements des capitaux employés (ROCE) avant impôts par segment du Groupe sont les suivants :

	EBIT Courant (*) avant impôts	Capitaux employés moyens de l'année	ROCE avant impôts
<i>En millions d'euros, hors IFRIC 12</i>			
France	196,6	1 890,8	10,4%
Europe hors France	538,9	7 536,9	7,1%
Reste du Monde	402,4	4 005,5	10,0%
Activités mondiales	84,7	995,1	8,5%
Autres	-6,0	-263,8	N/A
Total Groupe 2015	1 216,6	14 164,5	8,6%
France	129,7	1 796,7	7,2%
Europe hors France	626,9	7 231,7	8,7%
Reste du Monde	398,9	4 310,8	9,3%
Activités mondiales	134,9	1 087,6	12,4%
Autres	-0,7	-350,7	N/A
Total Groupe 2016	1 289,7	14 076,1	9,2%

(*) Avant quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence.

ANNEXES

1. DÉFINITIONS

INDICATEURS STRICTEMENT COMPTABLES (« GAAP » : IFRS)

Le coût de l'endettement financier net représente le coût de l'endettement financier brut, y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférent, diminué du résultat de la trésorerie nette.

La capacité d'autofinancement totale telle qu'indiquée dans le tableau des flux de trésorerie est composée de trois éléments : la capacité d'autofinancement opérationnelle intégrant les charges et produits opérationnels encaissés et décaissés (« cash »), la capacité d'autofinancement financière incluant les éléments financiers cash des autres revenus et charges financiers, et la capacité d'autofinancement des activités non poursuivies intégrant les charges et produits opérationnels et financiers cash reclassés en résultat net des activités non poursuivies en application de la norme IFRS 5. La capacité d'autofinancement opérationnelle n'inclut pas la quote-part des sociétés mises en équivalence.

Le résultat net des activités non poursuivies est l'ensemble des charges et produits nets d'impôt rattachés aux activités cédées ou en cours de cession, conformément à la norme IFRS 5.

INDICATEURS NON STRICTEMENT COMPTABLES (« NON GAAP »)

Le terme "**variation à change constant**" recouvre la variation résultant de l'application des taux de change de la période précédente sur l'exercice actuel, toutes choses restant égales par ailleurs.

Le secteur municipal se réfère aux prestations des métiers de l'Eau, des Déchets et de l'Énergie à destination des usagers, réalisées dans le cadre de contrats avec des autorités publiques comme des communes, des groupements de communes, des régions ou des États.

Le secteur industriel englobe la gestion des services de l'Eau, des Déchets et de l'Énergie à destination des clients industriels ou tertiaires.

L'indicateur **EBITDA** consiste en la somme de l'ensemble des produits et charges opérationnels encaissés et décaissés (à l'exclusion des charges de restructuration, des pertes de valeur BFR non courantes, des dépenses de renouvellement et des coûts d'acquisition et frais de cession sur titres) et des remboursements d'actifs financiers opérationnels.

La marge d'EBITDA est définie comme étant le ratio EBITDA / Chiffre d'affaires.

Pour obtenir l'**EBIT Courant**, sont exclus du Résultat Opérationnel les éléments suivants :

- Les dépréciations de goodwill des filiales contrôlées et des entités mises en équivalence,
- Les charges de restructuration,
- Les provisions et pertes de valeur non courantes,
- Les dépréciations non courantes et/ou significatives d'actifs immobilisés (corporels, incorporels et actifs financiers opérationnels),
- Les impacts liés à l'application de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions »,
- Les coûts d'acquisitions de titres.

Le résultat net courant résulte de la somme des éléments suivants :

- l'EBIT Courant,
- le résultat financier courant, qui comprend les éléments courants du coût de l'endettement financier net, et les autres revenus et charges financiers courants y-compris les plus ou moins-values de cessions financières (dont les plus ou moins-values incluses dans les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence),
- les éléments courants de l'impôt, et
- la part des minoritaires (à l'exclusion de la part des minoritaires relatifs aux éléments non courants du compte de résultat).

Le résultat net courant part du Groupe par action est calculé en divisant le résultat net courant part du Groupe de l'exercice (non retraité du montant du coupon attribuable aux porteurs de titres super subordonnés) par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice.

Les investissements industriels nets tels que pris en compte dans le tableau de variation de l'EFN incluent les investissements industriels (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, et nouveaux actifs financiers opérationnels), nets des cessions industrielles.

Le Groupe dissocie les **investissements de croissance discrétionnaire** qui génèrent du cash-flow supplémentaire des **investissements de maintenance** qui correspondent aux investissements de renouvellement de matériels et d'installations exploitées par le Groupe ainsi que des investissements liés aux obligations contractuelles.

Les investissements financiers nets tels que pris en compte dans le tableau de variation de l'EFN correspondent aux investissements financiers diminués des cessions financières.

Les investissements financiers comprennent les acquisitions d'actifs financiers y compris l'endettement net des sociétés entrantes, et les acquisitions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle.

Les cessions financières incluent les cessions d'actifs financiers y compris l'endettement net des sociétés sortantes, les cessions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle, ainsi que les augmentations de capital souscrites par les minoritaires.

Le free cash-flow net correspond au free cash-flow des activités poursuivies i.e. somme de l'EBITDA, des dividendes reçus, de la variation du besoin en fonds de roulement opérationnel, de la capacité d'autofinancement financière, moins les frais financiers nets, les investissements industriels nets, les impôts versés, les dépenses de renouvellement, les charges de restructuration et les autres charges non courantes.

L'Endettement financier net (EFN) représente la dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des actifs liquides et des actifs liés au financement et y compris réévaluation des dérivés de couverture de la dette. Les actifs liquides sont des actifs financiers composés de fonds ou de titres de maturité initiale supérieure à trois mois, facilement convertibles en trésorerie, et gérés dans le cadre d'un objectif de liquidité tout en conservant un faible risque en capital.

Le leverage ratio rapporte l'Endettement financier net de clôture à l'EBITDA.

Le taux de financement est défini comme étant le coût de l'endettement financier net hors variation de juste valeur des instruments non qualifiés de couverture rapporté à la moyenne de l'endettement financier net mensuel de la période, y compris coût de l'endettement financier des activités non poursuivies.

Le rendement des capitaux employés (ROCE) avant impôts est défini par le rapport entre :

- l'EBIT Courant avant quotes-parts de résultat net dans les entités mises en équivalence ;
- les capitaux employés moyens de l'année, y-compris actifs financiers opérationnels et hors participations dans les co-entreprises et les entreprises associées.

Les capitaux employés retenus dans le calcul du ROCE avant impôts sont donc définis comme la somme des actifs corporels et incorporels nets, des écarts d'acquisitions nets des pertes de valeur, des actifs financiers opérationnels, du besoin en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation net , et des instruments dérivés nets diminués des provisions. Ils comprennent également les capitaux employés des activités classées en actifs et passifs destinés à la vente, hors activités abandonnées.

Le rendement des capitaux employés (ROCE) après impôts est défini par le rapport entre :

- l'EBIT Courant y compris quotes-parts de résultat net dans les entités mises en équivalence et après impôts. Il est calculé en soustrayant la charge d'impôt courante de l'EBIT Courant y compris quotes-parts de résultat net dans les entités mises en équivalence. La charge d'impôt courante est la charge d'impôts du compte de résultat retraitée des effets d'impôt sur les éléments non courants ;
- les capitaux employés moyens de l'année, y-compris actifs financiers opérationnels et participations dans les co-entreprises et les entreprises associées.

Les capitaux employés retenus dans le calcul du ROCE après impôts sont donc définis comme la somme des actifs corporels et incorporels nets, des écarts d'acquisitions nets des pertes de valeur, des participations dans les co-entreprises et les entreprises associées, des actifs financiers opérationnels, du besoin en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation net, et des instruments dérivés nets diminués des provisions. Ils comprennent également les capitaux employés des activités classées en actifs et passifs destinés à la vente, hors activités abandonnées.

Tant pour le ROCE avant impôts que pour le ROCE après impôts, les impacts de la participation du Groupe dans la co-entreprise Transdev Group, qui ne se situe pas dans le prolongement des activités du Groupe, et qui sont comptabilisés dans le Résultat net des autres sociétés mises en équivalence, sont exclus des calculs.

2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)	2015 retraité ⁽¹⁾	2016 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	24 964,8	24 390,2
Coûts des ventes	-20 711,7	-20 156,2
Coûts commerciaux	-579,3	-593,7
Coûts généraux et administratifs	-2 389,9	-2 255,8
Autres charges et produits opérationnels	-181,7	-309,1
Résultat opérationnel avant quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence	1 102,2	1 075,4
Quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence	98,7	94,2
Dont quote-part de résultat net des co-entreprises	73,1	66,8
Dont quote-part de résultat net des entreprises associées	25,6	27,4
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence	1 200,9	1 169,6
Coût de l'endettement financier	-445,9	-423,6
Autres revenus et charges financiers	-66,2	-94,6
Résultat avant impôts	688,8	651,4
Impôts sur le résultat	-196,5	-192,7
Quote-part de résultat net des autres entités mises en équivalence	45,9	27,4
Résultat net des activités poursuivies	538,2	486,1
Résultat net des activités non poursuivies	-	-
Résultat net	538,2	486,1
Part des propriétaires de la société mère	437,7	383,1
Part des participations ne donnant pas le contrôle (en euros)	100,5	103,0
RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE PAR ACTION		
Dilué	0,67	0,55
Non dilué	0,67	0,57
RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DES ACTIVITES POURSUIVIES PAR ACTION		
Dilué	0,67	0,55
Non dilué	0,67	0,57
RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DES ACTIVITES NON POURSUIVIES PAR ACTION		
Dilué	-	-
Non dilué	-	-

(1) Y compris IFRIC 12

3. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2015 retraité ⁽¹⁾	Au 31 décembre 2016 ⁽¹⁾
Goodwill	4 619,6	4 850,2
Actifs incorporels du domaine concédé	3 919,3	3 775,6
Autres actifs incorporels	918,0	1 012,7
Actifs corporels	6 820,3	7 177,2
Participations dans les co-entreprises	2 155,8	1 642,6
Participations dans les entreprises associées	461,8	723,4
Titres de participation non consolidés	52,9	88,0
Actifs financiers opérationnels non courants	1 734,2	1 554,1
Instruments dérivés non courants – Actif	58,9	43,2
Autres actifs financiers non courants	758,4	385,6
Impôts différés actifs	1 246,3	1 211,1
Actifs non courants	22 745,5	22 463,7
Stocks et travaux en cours	757,7	719,6
Créances d'exploitation	8 797,2	8 686,0
Actifs financiers opérationnels courants	162,3	141,6
Autres actifs financiers courants	215,7	284,7
Instruments dérivés courants – Actif	72,8	78,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 176,3	5 521,4
Actifs classés comme détenus en vue de la vente ^(*)	175,8	53,8
Actifs courants	14 357,8	15 485,5
TOTAL ACTIF	37 103,3	37 949,2

⁽¹⁾ Y compris IFRIC 12

^(*) Au 31 décembre 2015, les actifs classés comme détenus en vue de la vente concernent notamment Aton en Italie pour 126,0 millions d'euros. Au 31 décembre 2016, ils concernent les actifs de West Coast (Los Angeles) pour 53,8 millions d'euros.

3. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2015 retraité ⁽¹⁾	Au 31 décembre 2016 ⁽¹⁾
Capital	2 816,8	2 816,8
Primes	7 165,6	7 161,2
Réserves et résultat part du Groupe	-1 982,0	-2 228,8
Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	8 000,4	7 749,2
Total des capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	1 129,9	1 127,3
Capitaux propres	9 130,3	8 876,5
Provisions non courantes	2 068,1	2 123,7
Dettes financières non courantes	8 022,3	8 344,0
Instruments dérivés non courants – Passif	114,7	122,4
Passifs du domaine concédé - part non courante	1 475,7	1 399,2
Impôts différés passifs	1 117,1	1 079,8
Passifs non courants	12 797,9	13 069,1
Dettes d'exploitation	10 070,6	10 199,9
Passifs du domaine concédé - part courante	112,0	119,8
Provisions courantes	479,1	559,4
Dettes financières courantes	4 000,1	4 759,7
Instruments dérivés courants – Passif	87,6	118,0
Trésorerie passive	318,6	246,8
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	107,1	-
Passifs courants	15 175,1	16 003,6
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES	37 103,3	37 949,2

(1) Y compris IFRIC 12

4. ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	2015 retraité ⁽¹⁾	2016 ⁽¹⁾
Résultat net	538,2	486,1
Résultat net des activités poursuivies	538,2	486,1
Résultat net des activités non poursuivies	-	-
Amortissements, provisions et pertes de valeurs opérationnels	1 463,1	1 597,3
Amortissements et pertes de valeurs financiers	-3,8	19,9
Plus ou moins-values de cessions d'actifs opérationnels	-4,3	-29,1
Plus ou moins-values de cessions d'actifs financiers	-60,5	-57,6
Quote-part de résultat net des co-entreprises	-119,0	-94,2
Quote-part de résultat net des entreprises associées	-25,6	-27,4
Dividendes reçus	-3,6	-8,1
Coût de l'endettement financier net	445,9	423,6
Impôts	196,5	192,7
Autres éléments	148,8	135,8
Capacité d'autofinancement	2 575,7	2 639,0
Variation du besoin en fonds de roulement opérationnel	203,3	270,4
Variation du besoin en fonds de roulement du domaine concédé	-91,3	-112,0
Impôts versés	-223,9	-228,7
Flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités poursuivies	2 463,8	2 568,7
Flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités non poursuivies	-	-12,8
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	2 463,8	2 555,9
Investissements industriels nets de subvention	-1 347,3	-1 353,5
Cessions d'actifs industriels	105,9	85,8
Investissements financiers	-146,6	-797,8
Cessions d'actifs financiers	321,9	281,7
Actifs financiers opérationnels		
Nouveaux actifs financiers opérationnels	-120,3	-113,4
Remboursements d'actifs financiers opérationnels	173,1	201,2
Dividendes reçus (incluant les dividendes reçus des co-entreprises et des entreprises associées)	90,1	93,2
Créances financières non courantes décaissées	-101,7	-123,8
Créances financières non courantes remboursées	220,2	67,8
Variation des créances financières courantes	21,1	329,0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	-783,6	-1 329,8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-783,6	-1 329,8
Variation des dettes financières courantes	170,3	-547,1

<i>(en millions d'euros)</i>	2015 retraité⁽¹⁾	2016⁽¹⁾
Nouveaux emprunts et autres dettes non courantes	467,1	2 049,9
Remboursements d'emprunts et autres dettes non courantes	-206,1	-176,2
Variation des actifs liquides et des actifs financiers liés au financement	-	-9,0
Augmentation de capital	17,7	14,5
Réduction de capital		
Transactions entre actionnaires : acquisitions partielles	-106,3	-5,3
Transactions entre actionnaires : cessions partielles	-	0,4
Emission de titres super subordonnés	-	-
Coupons sur les titres super subordonnés	-71,5	-68,8
Mouvements sur actions propres	0,2	-22,0
Dividendes versés	-512,0	-521,7
Intérêts financiers versés	-519,3	-521,3
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	-759,9	193,4
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités non poursuivies	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-759,9	193,4
Effets de change et divers	5,2	-2,6
Variation de la trésorerie externe des activités non poursuivies	-	-
TRESORERIE D'OUVERTURE	2 932,2	3 857,7
TRESORERIE DE CLÔTURE	3 857,7	5 274,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 176,3	5 521,4
Trésorerie passive	318,6	246,8
TRESORERIE DE CLÔTURE	3 857,7	5 274,6

(1) Y compris IFRIC 12